

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DE/2006/11/718

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme Frédérique LAMOUREUX

☎ : 02.32.76.52.91

☎ : 02.32.76.54.60

✉ : Frederique.LAMOUREUX@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 16 NOV. 2006

LE PREFET

De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

**OBJET : Société ISOVER
SAINT ETIENNE DU ROUVRAY**

**PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES A LA REMISE EN ETAT DU SITE SUITE
A LA CESSATION DEFINITIVE DES ACTIVITES**

VU :

Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L511.1 et suivants,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Les différents arrêtés préfectoraux d'autorisation réglementant les activités de la société ISOVER et notamment l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 juin 2005 relatif à la remise en état du site suite à la cessation définitive d'activités,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date 10 août 2006,

La délibération du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 10 octobre 2006,

La lettre de convocation au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques datée du 28 septembre 2006 et la transmission du projet d'arrêté faite le 23 OCT. 2006

CONSIDERANT:

Que la société ISOVER exploitait une usine de fabrication de laine de roche par fusion de matières premières composées de coke, basalte, laitier, agglomérées et minerais de fer, implantée à SAINT ETIENNE DU ROUVRAY (76800) – rue Michel Poulmarch – BP 478,

Que la société ISOVER a définitivement cessé l'exploitation de ces installations le 17 septembre 2004,

Que par arrêté susvisé du 23 juin 2005, une surveillance des eaux souterraines du site a été prescrite,

Que cette surveillance a démontré la persistance d'une contamination en ammonium et en urée, pour l'eau de la nappe et l'eau superficielle,

Que d'autre part, l'évaluation simplifiée des risques a conclu au classement du site en classe 1 : « site nécessitant des investigations approfondies »,

Que ce classement implique la réalisation d'investigations approfondies,

Qu'ainsi, il convient d'imposer à l'exploitant la réalisation d'une étude détaillée des risques et le maintien de la sécurité du site,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRETE

Article 1 :

La Société ISOVER dont le siège social est situé à COURBEVOIE (92400) – 18 avenue d'Alsace, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à la remise en état de son site implanté à SAINT ETIENNE DU ROUVRAY – rue Michel Poulmarch – BP 478, dès notification du présent arrêté.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance des autorités de police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services départementaux d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5:

Conformément à l'article L514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa parution.

Article 6 :

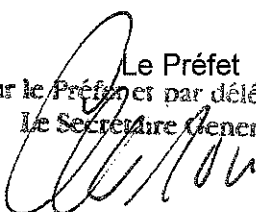
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Claude MOREL

pour être annexé à mon 41916
en date du : ...1.6.NOV. 2006....
ROUEN, le :

**Prescriptions complémentaires
annexées à l'arrêté préfectoral en date du**

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Claude MOREL

**SAINT-GOBAIN ISOVER
Usine de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY
Rue Michel Poulmarch
B.P. 478
76806 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY**

N° SIRET : 312.379.076.00051

1. Mise à jour des prescriptions

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 août 1991 et des arrêtés préfectoraux qui l'ont complété sont remplacées par les prescriptions suivantes, à l'exception des dispositions du 3.3.9 « Décharge interne » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2001 qui restent applicables.

1.1. Déclaration des incidents et accidents

Les accidents ou incidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

1.2. Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

1.3. Gestion de la prévention des risques

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

1.4. Installations électriques

Les installations électriques sont réalisées, exploitées et entretenues conformément aux réglementations et normes en vigueur.

1.5. Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre

L'établissement dispose de moyens, notamment en débit d'eau, pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. Ils peuvent être externes.

1.6. Permis de feu

Tous les travaux mettant en oeuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en présence de moyens de lutte contre l'incendie adaptés (extincteurs) et respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Cette consigne définit les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

1.7. Accès de secours - Voies de circulation

Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les équipes d'intervention doivent disposer de l'espace nécessaire pour l'utilisation et le déploiement des moyens d'incendie et de secours, nécessaires à la maîtrise des sinistres.

1.8. Gardiennage – Surveillance

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou une clôture de deux mètres de hauteur et résistante entourant l'établissement, doivent être fermés à clé afin d'en interdire l'accès.

D'autre part, l'établissement fait l'objet d'une surveillance de jour comme de nuit jusqu'à la fin des travaux de démantèlement.

2. Remise en état du site

2.1. Conformité de l'étude des sols

La société SAINT-GOBAIN ISOVER fera réaliser une étude complémentaire comportant un diagnostic approfondi et une Evaluation Détaillée des Risques (EDR), réalisés conformément au guide national de gestion des sites pollués, BRGM édition, version 0 de juin 2000, du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Cette étude devra intégrer les données de la conclusion du rapport n° FF0020.21 du 29 mars 2005 de BG Ingénieurs conseils. Comme dans celui-ci, l'usage futur du site retenu est un usage industriel.

2.2. Contenu du diagnostic approfondi

L'objectif à atteindre par le diagnostic approfondi est le recueil de l'ensemble des informations nécessaires à la mise en œuvre de l'évaluation détaillée des risques.

Pour ce qui est des moyens à mettre en œuvre, le diagnostic approfondi s'appuiera essentiellement sur des investigations de terrain. L'échelle de la zone d'étude variera en fonction de la nature des pollutions rencontrées sur le site (notamment en terme de mobilité des substances), mais aussi des cibles identifiées.

Au terme de ce diagnostic, un rapport de synthèse sera remis à l'inspection des installations classées. Ce rapport devra comprendre :

- une introduction rappelant les raisons ayant conduit à mener ces investigations, et en particulier, les conclusions du diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques, et notamment :
 - les hypothèses de travail ayant conduit à la mise en œuvre de l'ESR,
 - les conditions générales locales au moment des investigations (environnement du site, cibles identifiées,...).
- une description du site, comprenant entre autres, la localisation et l'identification des sources de pollution (reconnues), celles des cibles prises en considération pour l'évaluation détaillée des risques,
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations élaborée, avec notamment :
 - une justification du choix des substances retenues pour la réalisation du diagnostic approfondi,
 - une description de la campagne d'investigations élaborée, par milieu,
 - les méthodes et techniques retenues, et les raisons du choix,
 - les précautions prises (risques pour les personnes, pour l'environnement),
- la chaîne analytique retenue (société en charge de l'échantillonnage, laboratoire d'analyses, éventuel prestataire, préparation, type d'analyses, mode d'étalonnage et nature des étalons, limites de détection et de quantification, degré de précision,...),
- les résultats bruts obtenus (observations de terrain, résultats des analyses), par milieu étudié,
- une présentation aussi détaillée que possible du schéma conceptuel du site pour le choix des cibles devant être prises en considération dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques et le programme de surveillance à effectuer pour vérifier le modèle de fonctionnement.

2.3. Contenu de L'Evaluation Détaillée des Risques

Compte tenu du contexte du site, l'EDR traitera a minima les volets risques pour la santé (en tenant compte des diverses expositions possibles) et risques pour les ressources en eau.

L'EDR devra notamment permettre de définir les objectifs de réhabilitation et les pistes à retenir pour le traitement des sources identifiées lors de l'étude simplifiée des risques.

2.4. Contenu du rapport d'étude final

A l'issue du diagnostic approfondi et de l'Evaluation Détaillée des Risques menés pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations des risques sera réalisé. Il comportera les éléments listés au 2.2, ainsi que :

- la justification du choix des cibles prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eau, écosystèmes, biens matériels),
- les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en développant tout particulièrement les points suivants :
 - le choix des substances prises en considération,
 - les données toxicologiques utilisées,
 - la nature des sources d'exposition prises en considération (notamment dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine),
 - le choix justifié des scénarios d'exposition retenus in fine,
 - les raisons du choix du ou des modèles utilisés,
 - les paramètres clés et les hypothèses de calcul dont découle le résultat,
- les techniques de dépollution susceptibles d'être retenues pour le traitement des sources identifiées si nécessaire et en toute circonstance, un plan de surveillance sera proposé de manière à vérifier les hypothèses faites pour les besoins de l'étude et valider dans le temps le modèle de fonctionnement,
- l'avis de l'hydrogéologue agréé sur la surveillance (implantation des piézomètres, substances recherchées...).

2.5. Echéancier

Le rapport de l'étude finale comportant l'évaluation détaillée des risques devra être transmis au préfet dans au plus tard le 31 décembre 2006.

---oooOooo---